

Notice d'information sur le traitement de données à caractère personnel
dans le cadre du centre d'insertion socioprofessionnelle pour jeunes

arcus asbl (ci-après « arcus ») a créé son centre d'insertion socioprofessionnelle (CISP) pour soutenir les jeunes de 16 à 27 ans dans la réalisation de leurs projets personnels que ce soit au niveau scolaire, professionnel ou relationnel. Dans ce contexte, arcus prend également toutes les mesures adéquates afin de garantir un traitement des données à caractère personnel des personnes concernées et le cas échéant des parents ou proches qui soit conforme, approprié et sécurisé.

Conformément aux articles 13 et 14 du Règlement général de protection des données de l'Union européenne n° 679/2016 (ci-après le « RGPD »), les personnes responsables des enfants et les personnes concernées par le traitement sont informées comme suit :

- **Catégories de données traitées :**

- Données d'identification du bénéficiaire
- Données d'identification des parents/responsables légaux du bénéficiaire
- Données relatives à la scolarité, formation, vie professionnelle
- Données sur les mesures d'accompagnement et de prise en charge sociale du bénéficiaire
- Le cas échéant, données de santé
- Le cas échéant, données révélant les convictions religieuses ou philosophiques
- Le cas échéant, données relatives à données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle

- **Source des données :**

Les données traitées sont fournies par le bénéficiaire de la mesure d'aide, par l'ONE, par le tribunal ou par des professionnels externes participant à l'accompagnement des bénéficiaires, soumis à une obligation de secret professionnel tels que le SPAD (soins psychiatriques à domicile), SCAF (Soutenir, Conseiller, Agir, Former) en tant que service spécialisé d'accompagnement et de soutien à la parenté, médecins, psychologues, psychiatres, service de tutelle et curatelle, écoles, responsables professionnels. Certaines données (notamment les données relatives à la prise en charge sociale) prises au cours du soutien sont recueillies par le personnel encadrant.

- **Finalités et base légale du traitement de données :**

Les données sont traitées dans le but de soutenir les jeunes de 16 à 27 ans dans la réalisation de leurs projets personnels que ce soit au niveau scolaire, professionnel ou relationnel.

Les bases légales du traitement de données sont les suivantes :

- Exécution du contrat de collaboration dont la base légale repose notamment sur la loi ASFT (Relation Etat-Organismes sociaux, familiaux et thérapeutiques) et la loi AEF (Aide à l'enfance et à la famille) dans le cas d'une aide volontaire,
- Consentement de la personne concernée : notamment en ce qui concerne les données sensibles (données de santé, données relatives à la vie ou l'orientation sexuelle, données

révélant les conviction religieuse ou philosophique) dans le cadre de la prise en charge sociale,

- Nécessaire au respect d'une obligation légale : notamment la communication et les échanges avec divers autorités publiques
- Statistiques : notamment en ce qui concerne la durée de la mesure d'aide, les activités et sorties,

- **Durée de conservation des données :**

Les données comptables et les pièces justificatives sont conservées pendant 10 ans après la fin du contrat, sous réserve de la prescription d'un éventuel litige. Les autres données seront détruites au plus tard un an après la fin de la mesure d'aide à moins que le responsable de traitement ait estimé que la conservation au-delà de l'assistance soit dans l'intérêt légitime des bénéficiaires.

- **Responsable du traitement :**

Le responsable du traitement est arcus asbl.

- **Délégué à la protection des données :**

Un délégué à la protection des données a été désigné par arcus.

- **Catégories de destinataires des données :**

- Destinataire interne :

Les personnes suivantes ont accès aux données des candidat(e)s, formateurs(trices): le personnel administratifs, la direction du service focus et la direction générale de arcus, les services de support (IT, comptabilité). L'accès aux données est géré sur la base du principe de la « nécessité de savoir » (*need-to-know*).

- Destinataires externes :

- Parents ou représentants légaux, famille proche concernée
- Autorité administrative de tutelle et organisme financeur : ONE,
- Autorités judiciaires de tutelle : Parquet, tribunal de jeunesse
- Professionnels externes participant à l'accompagnement des bénéficiaires, soumis à une obligation de secret professionnel tels que les médecins, psychologues, psychiatres, écoles, responsables professionnels
- Sous-traitants et prestataires de services

- **Droits des personnes concernées par les traitements de données :**

Les personnes concernées par un traitement de données personnelles ont certains droits, sous réserve des conditions et exceptions légales applicables. Chaque personne concernée a généralement les droits suivants :

- **Droit d'accès :** vous avez le droit d'obtenir des informations sur le traitement de vos données personnelles et de ses principaux composants.

- Droit de rectification : vous avez le droit d'exiger la rectification de vos données et/ou la correction de données incomplètes.
- Droit d'opposition : si vos données personnelles sont traitées sur la base des intérêts légitimes du responsable du traitement ou d'un tiers, vous avez le droit de vous opposer à un tel traitement pour des motifs liés à votre situation particulière (sans réserve de la prévalence des motifs légitimes et impérieux relatifs au traitement de données concerné) et/ou de vous opposer à un traitement à des fins de prospection. Vous pouvez exercer votre droit d'opposition en nous envoyant un courriel à dpo@arcus.lu. Nous conserverons un fichier dans lequel les informations pertinentes des personnes ayant exercé leur droit d'opposition seront traitées, afin de respecter les souhaits de la personne concernée. Les informations de la liste d'objection (opt-out) seront stockées pendant 3 ans.
- Droit d'effacement : sous certaines conditions, vous avez le droit de demander l'effacement de vos données personnelles ; par exemple, si les données personnelles ne sont plus nécessaires par rapport aux fins pour lesquelles elles ont été collectées, ou si vous vous opposez de manière justifiée à un traitement de données. Le droit d'effacement n'est pas toujours applicable : tel est notamment le cas si le traitement est nécessaire dans le cadre de la liberté d'expression et d'information, du respect d'une obligation juridique, d'une mission d'intérêt public ou de l'établissement, de l'exercice ou de la défense de droits en justice.
- Droit à la limitation du traitement : vous avez le droit d'obtenir la limitation du traitement de vos données personnelles sous certaines conditions, notamment si vous contestez l'exactitude des données, mais vous ne souhaitez pas obtenir leur effacement ; si nous n'avons plus besoin de ces informations, mais celles-ci vous sont nécessaires pour l'établissement, l'exercice ou la défense de vos droits en justice ; ou si vous vous êtes opposés de manière justifiée à un traitement de données.
- Droit de portabilité des données : dans certains cas définis, vous avez le droit de recevoir vos données personnelles que vous nous avez fournies sur base du consentement ou d'un contrat, dans un format structuré, communément utilisé et lisible par machine, ou d'obtenir leur transmission à un autre responsable du traitement lorsque cela est techniquement possible.

Le consentement donné peut être retiré à tout moment. Dans le cas du retrait d'un consentement, le traitement de données concerné sera arrêté et ne pourra plus être effectué dans l'avenir, sans préjudice de la légalité du traitement qui a été effectué sur base du consentement avant le retrait.

arcus se réserve le droit de demander une confirmation ou preuve de l'identité lorsque cela s'avère nécessaire en cas d'exercice de droits par la personne concernée.

- **Introduction d'une demande ou réclamation :**

Toute question ou demande en ce qui concerne le traitement de données à caractère personnel visé par le présent document est à adresser par e-mail au Délégué à la Protection des Données : dpo@arcus.lu.

Si vous estimez que le traitement de données n'est pas conforme à la réglementation en vigueur, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité compétente en matière de protection des données (www.cnpd.lu).